du Haut-Commissaire est que la lettre patente créant la baronnie de Glenelg fut datée du 8 mai, bien que M. Grant eût signé comme lord Glenelg peu de temps auparavant.

Dans un ouvrage intitulé *Wentworth Land Marks*, publié par le *Hamilton Spectator*, on trouve une description du canal Desjardins, mais il n'est rien dit du projeteur. Dans une dépêche de sir John Colborne, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, portant la date du 6 novembre 1835, en parlant de la question des titres de propriété au Canada au sujet des biens appartenant aux aubains, sir John Colborne, référant au bill d'indemnité pour les héritiers de Pierre Desjardins, dit que ces héritiers comprenaient deux frères et une sœur qui demandaient l'autorisation d'hériter des biens de leur défunt frère tout comme s'ils eussent été sujets anglais de naissance. La question soumise par sir John Colborne était de savoir si la Couronne devait renoncer à ses droits en faveur de la famille parce qu'elle était étroitement liée par parenté à feu Pierre Desjardins, "projeteur du canal Desjardins", rapport que l'on peut tenir pour exact, vu qu'il en est officiellement fait mention par le lieutenant-gouverneur au secrétaire colonial (Série Q. 387-2, page 273).

Dans un mémoire adressé par M. Charles Shirreff, de Fitzroy, à lord Dalhousie, en date du 28 août 1828, il est dit quelque chose incidemment sur l'origine du commerce de bois dans le Haut-Canada. Voici quelques extraits de ce mémoire, omission faite de ce qui est d'une nature purement personnelle. Après avoir parlé de la politique des puissances du nord de l'Europe fermant leurs ports à la Grande-Bretagne, le mémoire continue en ces termes :

Bien que les raisons politiques qui avaient forcé la Grande-Bretagne à se procurer du bois dans les colonies fussent disparues, le commerce en ayant été commencé avait continué. Il n'appert pas, néanmoins, que jusqu'à ces quelques dernières années le gouvernement ait jamais sanctionné légalement la coupe du bois sur les terres de la Couronne, sauf que les maisons mercantiles en Angleterre qui passaient des contrats pour approvisionner de bois les chantiers de la marine recevaient des permis annuels d'en prendre une certaine quantité pour leur permettre de remplir leurs engagements vis-à-vis le gouvernement. Ces permis étaient transmis à leurs agents à Québec et des contrats étaient faits en conséquence avec les marchands de bois au pays. Mais les quantités de bois abattu avaient pendant plusieurs années dépassé l'étendue des permis. Cet excès ne découlait pas de négligence de la part du gouvernement provincial, mais plutôt d'une permission tacite, ce commerce étant considéré plein d'importance pour le pays et favorisé en conséquence dans les arrangements financiers du gouvernement général.

Cependant, les entrepreneurs faisant affaire avec le gouvernement protestèrent, il y a quelques années, contre ceux qui coupaient du bois sans licence, alléguant que c'était un empiétement sur leurs privilèges, et les officiers en loi de la Couronne du Haut-Canada, province d'où l'on tirait en grande partie l'approvisionnement, constatant que les affaires étaient conduites illégalement, se virent obligés de donner ordre au shérif du district de saisir tout le bois qu'il trouverait être coupé sans permis.

Votre correspondant a résidé depuis 1819 sur des terres qui lui ont été concédées et situées sur l'Outaouais, dans le township de Fitzroy, à 150 milles de Montréal, et dans le voisinage de cette partie du pays où l'on se procure le pin rouge. Il n'a pas fait le commerce de bois, mais il a suivi son développement et son importance croissante, et il a vu avec regret l'adoption de ces mesures, probablement inévitables dans les circonstances, mais qui si elles ont été maintenues, ont dû détruire une branche de commerce très avantageuse pour le pays.